

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Élections sénatoriales : l'appel du pied de DN au PDG



Photo : F.M. MOMBO/L'Union

Le premier secrétaire de « Démocratie Nouvelle » plaide pour un Sénat moins monocole.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

À quelques jours de la tenue des élections sénatoriales (les 30 janvier et 6 février prochains), la tension monte dans les états-majors des différentes écuries politiques. L'heure étant désormais aux négociations, tractations et alliances, celles-ci parfois contre nature. Objectif : aller à la conquête du palais Omar-Bon-

go-Ondimba. D'autant plus que les places coûtent désormais cher. En atteste la réduction du nombre de sénateurs, décidée lors des Accords politiques d'Angondjé. À cela s'ajoute la dernière révision constitutionnelle notamment l'article 35 autorisant le président de la République à nommer une partie des membres de cette chambre du Parlement. Des réalités bien connues de la tête de file de "Démocratie nouvelle", (DN) René Nde-

zo'Obiang. En effet, dans une récente interview accordée à nos confrères de Radio Gabon, le premier secrétaire de DN a interpellé le Parti démocratique gabonais (PDG) à propos de l'impérieuse nécessité de préserver le pluralisme politique. Ce dernier est d'avis que pour la vitalité de la démocratie, le Sénat doit être moins monocole que l'Assemblée nationale. "Je pense qu'il est possible et souhaitable qu'en dehors du PDG, existent d'autres sensibilités politiques qui animent la vie démocratique au Parlement en particulier dans la haute chambre du Parlement puisque c'est elle dont il s'agit", a-t-il déclaré.

Pour rappel, DN brigue deux sièges, à savoir ceux de la commune de Bitam et du département de l'Okano (Mitzic), tous deux dans la province du Woleu-Ntem. Au reste, René Nde-mezo'Obiang et ses camarades se gargarisent d'être la troisième force politique dans la province. Reste à savoir si le "rouleau compresseur" tiendra compte de cette interpellation.

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'actuellement toutes les formations politiques en lice affûtent leurs armes et stratégies.

MMG : sous le sceau de la confiance et du dynamisme



Photo : Antoine Essone Ndong

Le secrétaire général du MMG, Dr Eric-Simon Zué-Obiang lors de son propos.

ENA
Libreville/Gabon

LE Mouvement Mon Gabon (MMG) a effectué récemment sa rentrée politique. Au cours de celle-ci, son secrétaire général, Dr Eric-Simon Zue-Obiang, a dégagé un certain nombre de thématiques en rapport avec l'idéologie de la structure tout en osant avec la vision du président de la République, Ali Bongo Ondimba, l'actualité nationale avec, notamment, la révision de la Constitution et le nouveau coronavirus. "Le MMG a été créé pour être une force républicaine de propositions. Cela veut dire que, loin de tout intérêt partisan, nous réfléchissons sur le Gabon et soutenons toute initiative qui permet le bien-être, la cohésion sociale et le développement de notre pays", a expliqué le SG du MMG. D'où il a encouragé le chef de l'État à intensifier la matérialisation des objectifs de

développement de notre pays ainsi que les conditions de vie des populations".

Sur la modification de la Constitution, le MMG estime qu'"elle porte, en effet, les ingrédients susceptibles de réduire considérablement les inégalités et des velléités politiques de domination". Il en apporte donc sans réserve son soutien, et ce d'autant que son inspirateur (Ali Bongo Ondimba), à la lumière de ses multiples et riches expériences professionnelles, politiques et de la vie, "est plus que jamais ancré dans la philautie, c'est-à-dire l'amour du bien, et le bien dans tous ses aspects existentiels et moraux".

S'agissant du Covid-19 et prenant en compte sa résurgence au Gabon, le MMG estime qu'un reconfinement serait le bienvenu. Mais que celui-ci devrait être "total, adapté, harmonieux et intégré à notre pays pour une durée maximale de deux semaines".

Entre nous soit dit

Refuser la distraction et faire table rase

NOUS voulons bien accepter que ce qui se passe au Parti démocratique gabonais (PDG) suscite inévitablement un intérêt particulier, du fait de la position dominante de la chapelle de Louis sur l'échiquier politique national. À peine dévoilée la liste des camarades investis à l'issue du bel exercice des primaires, voilà que s'élèvent ceux qui ne peuvent s'accorder ni sur leur choix idéologique ni sur la personnalité à porter à la tête de leur formation politique. La toile, les réseaux sociaux et même nombre de titres s'arrogent le droit et ce, de manière surprenante, de prendre à rebrousse-poil l'énumération faite par le secrétaire général du PDG, en évoquant pour les uns, un déficit démocratique. Et pour d'autres, un reniement de la base du parti. Fait étrange et curieux, il ne nous a pas été

rapporté les plaintes ou les récriminations de candidats se disant floués ou disqualifiés à tort.

C'est le lieu, ici, de se demander que viennent faire tous ces olibrius dans la sphère politique ? Car, d'évidence, toute formation politique a sa stratégie et ses objectifs. Et tout cela repose sur des calculs délicats voire complexes. Qui pourrait penser, un seul instant, que la haute hiérarchie "pdgiste" ferait le choix volontaire de se saborder ? Non ! La chose politique est faite de subtilités et de finesses, qui ne sont guère de portée et de commune compréhension. À l'analyse de toutes ces incongruités et divagations professées par les uns et les autres, il est aisé de comprendre pourquoi, à chaque fois, le PDG fait la course en tête. Soyons sérieux ! Aurait-il fallu que Dodo Bouguendza

vînt à expliquer les ressorts et les astuces stratégiques de ses prévisions et de ses objectifs ? Dès lors que l'on ne peut accéder à ces fondamentaux, il est évident que l'on a pu atteindre les minima requis. Alors demain, qui sera encore surpris quand les camarades feront le plein des travées du Palais Omar Bongo Ondimba ?

Et pour finir, reconnaissons que très peu de ceux qui trônent à ce jour à la tête des départements ministériels feront des vieux os. Les propos forts du chef de l'État ont sonné le glas de tous ces touristes en villégiature. La proximité ne devrait plus être prise comme étalon de référence. C'est là le souhait des Gabonais. Bassé !

Teddy OSSEY
Chroniqueur